

RCS : CHAMBERY

Code greffe : 7301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CHAMBERY atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1995 B 50036

Numéro SIREN : 399 638 188

Nom ou dénomination : AA SKIVOL

Ce dépôt a été enregistré le 02/05/2024 sous le numéro de dépôt 4066

AA SKIVOL

SARL Au capital de 7622,45 euros

Siège Social :

B 21 IMMEUBLE LES GRANDES COMBES, 353 RUE DES GRAVELLES, 73120 COURCHEVEL

R.C.S CHAMBERY : 399 638 188

PROCÈS-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

DU 22 AVRIL 2024

L'An deux mille vingt-quatre,
Le vingt-deux avril,
A 9 heures
Au siège social

L'Assemblée est présidée par Monsieur Matthew EATON, en sa qualité de Gérant.

Sont présents :

- Monsieur Matthew EATON, propriétaire de 300 parts sociales ;
- Madame Isabelle POULAIN, propriétaire de 200 parts sociales ;

La feuille de présence fait apparaître que les associés présents ou représentés possèdent la totalité du capital social.

Les associés peuvent prendre connaissance des documents déposés sur le bureau du Président de séance et préalablement communiqués aux associés :

- Le rapport de la gérance
- Le texte des résolutions proposées à l'approbation de l'assemblée
- Le projet de statuts de la société sous sa forme de SAS
- Le rapport du commissaire à la transformation

L'assemblée lui en donne acte.

Le Président rappelle à l'Assemblée qu'elle est réunie pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Transformation de la forme juridique ;
- Transformation de parts en actions ;
- Refonte des statuts ;
- Nomination du Président de la SAS ;
- Capital social variable devient capital social fixe ;
- Pouvoirs pour l'application des formalités ;

Personne ne désirant plus prendre la parole, le Président ouvre le scrutin sur les résolutions figurant à l'Ordre du jour :

AA SKIVOL

ME	Matthew EATON
IP	Isabelle POULAIN

M. n.
EPI

PREMIÈRE RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de transformer la société à responsabilité limitée (SARL) en société par actions simplifiée (SAS), la transformation de la société n'entraîne pas une création d'une personne morale nouvelle.

Par décisions unanime des associés en date du 5 avril 2024, ils décident de nommer Monsieur Pascal FARAMARZI en tant que Commissaire à la transformation.

Après avoir pris connaissance du rapport relatif à l'évaluation des biens composant l'actif social, les avantages particuliers consentis au profit d'associés ou de tiers et la situation de la société, approuvent expressément ce rapport et cette évaluation et constatent qu'aucun avantage particulier n'a été consenti au profit d'associés ou de tiers.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du gérant décide que chaque associé sera propriétaire d'une action nouvelle à concurrence d'une part sociale détenue.

L'Assemblée Générale décide que les actions nouvelles seront assimilées aux parts sociales anciennes. Elles auront notamment le même droit sur toute attribution ou distribution qui pourra être décidée au titre de l'exercice en cours.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIÈME RESOLUTION

En conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent afférentes à la transformation de la Société en Société par actions simplifiée, l'Assemblée générale adopte article par article, puis dans son ensemble le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme, dont un exemplaire demeurera annexé au présent procès-verbal.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIÈME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de nommer en tant que Président de la Société après sa transformation en SAS, et ce pour une durée illimitée :

Monsieur Matthew EATON,

Né le 08/06/1962 à Walla (Washington) (Etats-Unis d'Amérique)

De nationalité américaine,

Demeurant au B21 Immeuble les Grandes Combes 353 rue des Gravelles Saint-Bon Tarentaise – 73120 Courchevel

Monsieur Matthew EATON déclare accepter ses fonctions de Président et déclare n'être frappé d'aucune incapacité, interdiction ou déchéance susceptible de l'empêcher d'exercer ce mandat.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

ME	Matthew EATON
IP	Isabelle POULAIN

M. K.
EPI

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions qui précèdent, constate que la transformation de la Société en Société par actions simplifiée est définitivement réalisée.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du gérant décide qu'à compter de ce jour le capital social de la société devient fixe.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur des copies ou extraits du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer tous dépôts et formalités consécutives.

Mise aux voix, cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Aucune autre question n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à 10 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui, après lecture a été signé par tous les intervenants.

Fait à Courchevel, le 22 avril 2024

Monsieur Matthew EATON
Président associé



Madame Isabelle POULAIN
Associée



ME	Matthew EATON
IP	Isabelle POULAIN

N.A.
EPI



Conseil - Fiscalité - Comptabilité

AA SKIVOL

SARL au capital de 7 622,45 Euros

353 RUE DES GRAVELLES
B21 IMMEUBLE LES GRANDES COMBES
73120 SAINT BON TARENTEISE

399 638 188 R.C.S. CHAMBERY

**Rapport du commissaire à la transformation sur la transformation de la
SARL en SAS (Société par Actions Simplifiée)**

Messieurs les associés,

En exécution de la mission de commissaire à la transformation qui nous a été confiée, en application des dispositions de l'article L.224-3 du Code de commerce, par décision unanime des associés, nous avons établi le présent rapport afin de vous faire connaître notre appréciation sur la valeur des biens composant l'actif social et sur les avantages particuliers stipulés, de nous prononcer sur le montant des capitaux propres par rapport au capital social et en application de l'article L.223-43 du Code de commerce, sur la situation de votre société.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la Compagnie Nationale des commissaires aux comptes, applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à contrôler les éléments constitutifs du patrimoine de la société en termes d'existence, d'appartenance et d'évaluation, à analyser les avantages particuliers stipulés et à vérifier que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social. Cette vérification a notamment consisté à apprécier l'incidence éventuelle sur la valeur comptable, des éléments entrant dans la détermination des capitaux propres, des événements survenus entre la date des derniers comptes annuels et la date de notre rapport.

Ces normes requièrent également la mise en œuvre de diligences destinées à analyser la situation de la société afin de mettre en évidence les éventuels faits de nature à compromettre la continuité d'exploitation.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la valeur des biens composant l'actif social.

Sur la base de nos travaux, nous attestons que le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Le projet de statuts qui nous a été soumis ne stipule aucun avantage particulier en faveur de quiconque et nous n'en avons relevé aucun au cours de nos investigations.

Sur les conditions juridiques et financières de cette transformation, nous attestons que le capital est de 7 622 euros.

La synthèse de notre analyse sur la situation de la société au 30 SEPTEMBRE 2023 est la suivante :

ACTIF	(€)
- Actif immobilisé	93 182
- Stock de marchandises	00
- Avances et acomptes versés	1 000
- Créances clients	00
- Autres créances	10 219
- Disponibilités et VMP	10 583
- C.C.A	2 070
	117 054

PASSIF	(€)
- Dettes auprès des Etbs de crédit	00
- Dettes fournisseurs	3 833
- Dettes fiscales et sociales	00
- Autres dettes	1 481
	5 314

Situation nette	
	111 740

Aucun évènement important n'est intervenu depuis le 31 décembre 2023 qui aurait modifié sensiblement la situation nette dégagée ci-dessus.

Dans la cadre de la transformation envisagée, la situation de la société, telle qu'elle est analysée ci-dessus, n'appelle pas d'observation de notre part, en particulier au regard de la continuité d'exploitation.

A Paris, le 05 avril 2024

Le commissaire à la transformation,

Pascal FARAMARZI



AA SKIVOL

SAS Au capital de 7622,45 euros

Siège Social :

B 21 IMMEUBLE LES GRANDES COMBES, 353 RUE DES GRAVELLES, 73120
COURCHEVEL

R.C.S. CHAMBERY : 399 638 188

STATUTS

Statuts mis à jour suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire

En date du 22 avril 2024

Portant sur la transformation de la SARL en SAS

Et la refonte des statuts.

*Copie certifiée conforme à l'original par le Président,
Monsieur Matthew EATON*

Signature :



1-12
EPI

LES SOUSSIGNES :

Monsieur Matthew EATON,

Né le 08/06/1962 à Walla (Washington) (Etats-Unis d'Amérique)

De nationalité américaine,

Demeurant au B21 Immeuble les Grandes Combes 353 rue des Gravelles Saint-Bon Tarentaise –
73120 Courchevel

Madame Isabelle POULAIN,

Née le 18/11/1962 à Dijon (21000),

De nationalité française,

Demeurant au B21 Immeuble les Grandes Combes 353 rue des Gravelles Saint-Bon Tarentaise –
73120 Courchevel

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION – SIEGE SOCIAL – DUREE

Article 1 – FORME

La société a été constituée, à l'origine, sous la forme de Société à Responsabilité Limitée.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant assemblée générale extraordinaire en date du 22 avril 2024 régie par les présents statuts ainsi que par les articles L. 227-1 à L. 227-19 et L.244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce.

La société continue d'exister entre les propriétaires des actions et de celles qui seraient créées ultérieurement. Elle est régie par le Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur, et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

Article 2 – OBJET

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- Vente ou location de tout matériel de loisir, de véhicule ou d'engins motorisés. Organisation de randonnées ou de compétitions. Ventes de vêtements et accessoires. Petite messagerie, buvette et petite restauration. Biplane parapente. Transport public routier de personnes, activité limitée à un véhicule à titre accessoire. Transport de personnes en montgolfière.

Et généralement toutes opérations économiques, juridiques, industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société pourra prendre des participations dans toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou à tous objets similaires ou connexes.

A. H.
EPI

Article 3 – DÉNOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la société est : **AA SKIVOL**

Le sigle de la société est : **SKIVOL**

Tous les actes et documents émanent de la société et destinés aux tiers, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société reste fixé : **353 rue des Gravelles - B21 Immeublè les Grandes Combes - Saint-Bon Tarentaise – 73120 Courchevel**

Il peut être transféré en tout endroit par simple décision du Président.

Article 5 – DUREE

La durée de la société reste fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

La décision de prorogation de la société est prise par décision collective des associés ou de l'actionnaire unique.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – FORME DES ACTIONS **DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS** **TRANSMISSION DES ACTIONS**

Article 6 – APPORTS

Lors de la constitution de la société, les associés fondateurs ont apporté en numéraire la somme suivante :

Madame Niobé LARSEN	25.000 Francs
Madame Isabelle POULAIN	25.000 Francs
Soit un total d'apport en numéraire de cinquante mille francs	(50.000 Francs)

Ladite somme de cinquante mille francs (50.000 francs) a été déposée au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation, ainsi que l'atteste le certificat dépositaire établi par la banque.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de sept mille six cent vingt-deux euros et quarante-cinq centimes (7.622,45 €). Il est divisé en cinq cent (500) actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24) d'euros chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées comme suit compte tenu de leurs apports respectifs :

M. u.
EPI

- Madame Isabelle POULAIN

200 actions

- Monsieur Matthew EATON

300 actions

TOTAL DES ACTIONS FORMANT LE CAPITAL SOCIAL : (500 actions)

Article 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL

1. Augmentation du capital social

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision unilatérale de l'actionnaire unique.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'Assemblée Générale Extraordinaire, sur rapport du Président, sera seule compétente pour décider d'une augmentation de capital.

Les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les actionnaires peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux actionnaires, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, l'Assemblée Générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

L'Assemblée Générale peut déléguer au Président de la société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

2. Réduction du capital social

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'actionnaire unique ou l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Article 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société.

Une attestation d'inscription en compte est délivrée par la société à tout actionnaire qui en fait la demande.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Mok
EPI

Article 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, le ou les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier. Le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les décisions collectives.

Article 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions sont librement négociables sous réserve de l'agrément statutaire. Leur transmission s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement dénommé « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard dans les huit jours qui suivent celle-ci.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire.

Article 12 – CESSIION DES ACTIONS

1. Les actions de la société sont librement cessibles entre actionnaires ainsi qu'aux conjoints, ascendants ou descendants.

2. La cession à un tiers, autre qu'actionnaire, conjoint, descendant ou ascendant, est soumise à l'agrément préalable de la société.

La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social ; numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3. L'agrément résulte soit d'une décision émanant de l'assemblée générale ordinaire, soit du défaut de réponse dans les deux mois.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

a) En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé

M.A.
EPI

doit être réalisée dans les trente jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

- b) En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de deux mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

TITRE III

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE – CONTROLE – CONVENTIONS REGLEMENTEES

Article 13 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

La société est représentée, dirigée et administrée par un président, personne morale ou physique, actionnaire ou non de la société.

Le président est nommé par acte séparé par décision collective des actionnaires.

Le président est nommé sans limitation de durée. Il peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'en prévenir les actionnaires trois mois au moins à l'avance.

Le président est révocable à tout moment par décision des actionnaires statuant en assemblée générale ordinaire.

La rémunération du président est fixée par décision collective des actionnaires.

Le président dirige la société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts.

Le président est autorisé à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 14 – AUTRES DIRIGEANTS

Sur la proposition du Président, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de Directeur Général.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, sur proposition du Président ; en cas de démission ou de révocation de celui-ci, ils conservent leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

En accord avec le Président, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires détermine l'étendue et la durée des pouvoirs des dirigeants.

A.K
EPI

Article 15 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'actionnaire unique ou la collectivité des actionnaires peut, à tout moment, nommer dans les conditions de majorité prévue pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs commissaires aux comptes.

La désignation d'un commissaire est obligatoire dans les cas prévus par la loi.

Leurs fonctions, leurs obligations, leurs responsabilités et leurs rémunérations sont réglées conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Article 16 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET LES DIRIGEANTS

Le Président ou le Commissaire aux Comptes présente aux actionnaires un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société, le Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales et qui sont cependant communiquées au Commissaire aux comptes et à tout actionnaire, sur sa demande. Les actionnaires statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants, d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants.

TITRE IV

DECISIONS COLLECTIVES

Article 17 - FORME DES DECISIONS

L'actionnaire unique ou la collectivité des actionnaires sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- nomination, renouvellement, révocation et fixation de la rémunération du Président et des Directeurs généraux,
- nomination et renouvellement des Commissaires aux comptes,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transfert du siège social,
- modification des statuts,
- dissolution ou liquidation de la Société,
- agrément des cessions et transmissions d'actions,
- approbation des conventions réglementées,
- augmentation des engagements des associés,
- prorogation de la durée de la Société.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du Président.

M. H.
EPI

Les décisions des actionnaires sont, au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des actionnaires exprimé dans un acte sous seing privé signé par tous les actionnaires. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite, par conférence-télé, par conférence sur internet, par vidéo-conférence ou par la signature d'un acte ssp des actionnaires.

Toutefois devront être obligatoirement prises en Assemblée toutes décisions nécessitant l'intervention du Commissaire aux comptes ou d'un Commissaire aux apports.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les actionnaires, même absents.

Article 18 – CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Président, soit par le Directeur Général, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs actionnaires réunissant 10% au moins du capital.

Elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux Comptes.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite huit jours avant la date de l'Assemblée soit par lettre simple adressée à chaque actionnaire et au Commissaire aux Comptes, soit par fax ou courrier électronique.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Article 19 – ORDRE DU JOUR

1. L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
2. Un ou plusieurs actionnaires, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.
3. L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

Article 20 – ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

1. Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.
2. Un actionnaire ne peut se faire représenter que par un autre actionnaire justifiant d'un mandat.

Article 21 – TENUE DE L'ASSEMBLEE – BUREAU – PROCES-VERBAUX

1. Une feuille de présence est émarginée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire.

M.K
EPI

2. Les Assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée.

En cas de convocation par mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

3. Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et établis sur un registre spécial.

Article 22 – QUORUM -VOTE

1. Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.
2. Chaque action donne droit à une voix.
3. Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les actionnaires.

Article 23 – ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Article 24 – ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserves des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, un tiers des actions et, sur deuxième convocation, un quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux-tiers de voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des actionnaires ne peuvent être prises sans le consentement unanime de ceux-ci.

A.N
EPI

Article 25 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

Article 26 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du Comité social et économique exercent les droits prévus par les articles L. 2312-72 et suivants du Code du travail auprès du Président.

Le Comité social et économique doit être informé de la tenue des assemblées générales dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité social et économique doivent être adressées par tous moyens écrits par un représentant du Comité au Président et accompagnées du texte des projets de résolutions qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Elles doivent être reçues au siège social huit (8) jours au moins avant la date fixée pour l'assemblée générale. Le Président accuse réception de ces projets de résolution dans les cinq (5) jours de leur réception au représentant du Comité social et économique par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par lettre remise en mains propres contre décharge.

TITRE V **EXERCICE SOCIAL – COMPTES SOCIAUX** **AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Article 27 – EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} novembre et se termine le 31 octobre de chaque année.

Article 28 – COMPTES SOCIAUX

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Il établit les comptes annuels, ainsi que le cas échéant les comptes consolidés et un rapport sur la gestion du groupe exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, l'évolution prévisible de cette situation, les événements importants intervenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport, les activités en matière de recherche et de développement ainsi que toutes autres mentions que la loi rend obligatoires.

Article 29 – AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, ainsi que tous amortissements et provisions, constituent le bénéfice.

Il est fait, sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, un prélèvement de 5 % au moins, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint le dixième du capital social.

M.x
EPI

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté des reports bénéficiaires.

Il peut être décidé d'affecter en totalité ou en partie les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

TITRE VI

CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL - TRANSFORMATION – DISSOLUTION – LIQUIDATION CONTESTATIONS

Article 30 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer une assemblée générale à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société ou à continuation d'activité.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 31 – TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme, selon les dispositions légales applicables.

Article 32 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

La société est dissoute à l'arrivée du terme statutaire, sauf prorogation régulière, et en cas de survenance d'une cause légale de dissolution, ou suite à une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 33 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux dans les conditions du droit commun.

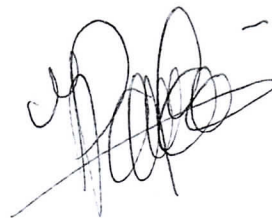
M-11-
EPI

Fait à Courchevel,
Le 22/04/2024

Monsieur Matthew EATON
Président associé

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Matthew Eaton', written over a vertical line.

Madame Isabelle POULAIN
Associée

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Isabelle Poulain', written in a cursive style.

Ma.
EPI